



Honneur aux Braves

et suivi d'une trentaine de cavaliers portugais, qu'il avait contraints à l'escorter.

Bientôt parurent à la file et par troupes irrégulières ses autres soldats, pâles et amaigris par la marche forcée et la famine, avec des fusils rouillés et des vêtements en lambeaux. L'artillerie vint ensuite ; et avant que les Portugais fussent revenus de leur première surprise, l'armée de Junot, reposée et complétée, avait repris l'attitude imposante des troupes impériales.

La flotte anglaise s'éloigna : les divisions espagnoles se portant dans les Algarves et sur le Duero, complétèrent l'occupation de tout le littoral.

En Espagne.

Depuis le traité de Bâle, l'Espagne était restée fidèle à l'alliance française, et l'avènement de Napoléon au trône impérial n'avait fait que resserrer les liens des deux états.

Charles VI avait pour lui une sincère admiration, et le prince de la Paix s'appuyait avec complaisance sur le chef du gouvernement français, pour se fortifier contre ses ennemis intérieurs, lorsque tout à coup, au mois d'octobre 1806, au moment où les hostilités de la Prusse annonçaient une nouvelle coalition contre l'empire français, parut une proclamation du prince de la Paix, appelant tous les Espagnols aux armes contre un ennemi qu'on ne désignait pas.

La victoire d'Iéna fut la première réponse de Napoléon ; puis il demanda des explications à la cour de Madrid consternée. Le ministre espagnol, aussi maladroit dans ses excuses que dans ses injures, prétextait la crainte d'une tentative armée de l'empereur de Maroc et quelques mouvements militaires en Portugal.

Napoléon avait encore à vaincre la Russie et les débris de la Prusse ; il feignit d'être satisfait de ces explications ; mais il resta persuadé qu'il n'avait pas à compter sur l'Espagne, et que de grandes mesures devaient être prises de ce côté.

Comme premier acte de précaution, il exigea le contingent qui devait lui être fourni en vertu du traité de Saint-Ildefonse. Dix-huit mille hommes, commandés par le marquis de La Romana, rejoignirent la grande armée en Pologne. C'était en même temps une garantie pour Napoléon et un affaiblissement pour l'Espagne.

Durant les conférences de Tilsitt, il est certain qu'il fit quelques ouvertures relativement à l'Espagne. Alexandre, heureux de l'occuper dans le midi, promit de tout approuver.

Cependant Napoléon n'avait encore aucun projet arrêté, lorsque d'étranges événements et de honteuses querelles au sein du palais de Madrid appelèrent son intervention directe, et l'entraînèrent dans une entreprise qui ne devait plus lui laisser de repos, et qui, selon son propre aveu, compromit sa moralité.

L'Espagne, la grande Espagne de Charles-Quint et de Philippe II, était, depuis longtemps, descendue au rang des états secondaires.

Depuis longtemps elle s'affaiblissait de plus en plus, si l'on en excepte les courtes années pendant lesquelles Albéroni lui avait rendu presque malgré elle ses ressources et son énergie.

Mais au moment de la révolution française, la décadence était devenue une désorganisation complète, et ce beau royaume était descendu au dernier degré de l'abaissement. Sans considération à l'extérieur, l'Espagne était livrée à l'intérieur au plus effroyable désordre dont le symptôme le plus apparent était la pénurie du trésor.

Ni les troupes, ni les fonctionnaires n'étaient payés. L'état, chargé d'une dette énorme, était sans crédit et avait ruiné tous les grands établissements publics par des emprunts qui n'étaient jamais remboursés. La cour et le gouvernement vivaient au jour le jour, étant sans cesse aux expédients pour fournir à la dépense du lendemain.

Et cependant les Espagnols souffraient moins de cette détresse que de leur dégradation morale. Don Manuel Godoy, élevé aux premières dignités par les coupables faveurs de la reine, usurpait insolemment les honneurs souverains ; et la fière noblesse d'Espagne était courbée sous le joug d'un parvenu de ruelle.

Charles IV, époux et roi débonnaire, montrait un attachement fanatique pour le favori de sa femme, et son aveugle confiance était pour tout un peuple qui l'aimait un sujet d'affliction et de pitié.

Chaque Espagnol s'indignait de la honte de son souverain : lui seul ne la comprenait pas. Une reine dissolue, un monarque incapable, un favori insolent, voilà ce qu'on rencontrait à la cour de Madrid : le mépris pour l'une, la compassion pour l'autre, la haine pour le troisième, voilà ce qu'on rencontrait dans toutes les classes de la nation.

Dans les cours où domine un favori, l'héritier présomptif devient toujours son ennemi. Aussi Ferdinand, prince des Asturies, haïssait-il profondément le prince de la Paix, qui rendait à son tour haine pour haine, outrage pour outrage ; et la mère adultère partageait les ressentiments de son amant contre un fils indigné.

Deux partis se formèrent alors à la cour et dans le royaume : l'un était celui du vieux monarque et du prince de la Paix ; l'autre celui de Ferdinand, conduit par son précepteur Escoïquiz, qui aspirait à gouverner.

L'un avait pour lui la majesté du trône, la puissance des souvenirs, et l'affection que l'on portait au vieux roi ; l'autre le sentiment de l'indignation publique, et la popularité qui s'attachait au jeune prince qui combattait un favori méprisé.

Ces deux partis recherchèrent également l'appui de Napoléon, et la nation tout entière aspirait après sa puissante intervention pour mettre un terme à ses maux et à ses hontes.

Car le nom de Napoléon était à cette époque très-populaire en Espagne. Avec cet enthousiasme qui leur est propre, les Espagnols admiraient en lui le restaurateur de la religion en France, le vainqueur de l'anarchie, et ses continuels triomphes ajoutaient aux élans de leur admiration, à la vivacité de leurs espérances. Son portrait se trouvait dans toutes les maisons, ses louanges dans toutes les bouches.

Les conseillers de Ferdinand crurent séduire l'Empereur par l'offre du mariage de ce prince avec une princesse de la famille impériale.

Une lettre de Ferdinand, en date du 11 octobre, et rédigée par Escoïquiz, en fit à Napoléon la demande formelle. Mais c'était au moment des négociations pour le traité de Fontainebleau. L'Empereur trouvait plus d'avantages à rester uni à Charles IV : la lettre de Ferdinand resta sans réponse.

Ses partisans eurent alors recours à la dangereuse voie des conspirations. A leur tête étaient le duc de l'Infantado, Escoïquiz, Orgaz, Ayerve et d'autres employés du gouvernement.

Jusqu'où devaient aller leurs projets ? on l'ignore. Tous prétendirent qu'ils ne voulaient que le renversement du prince de la Paix.

Mais celui-ci, instruit à temps de leurs intrigues, persuada à

Charles IV qu'il s'agissait d'une conspiration contre sa personne royale et celle de la reine.

Le roi le crut, et, transporté d'indignation, se mit lui-même à la tête de ses gardes, se rendit avec ses ministres à l'appartement de son fils, lui demanda son épée, lui déclara qu'il était prisonnier, et le laissa sous bonne garde et entouré de personnes dévouées au prince de la Paix. Cette scène scandaleuse se passait à l'Escorial le 29 octobre.

Le bruit de cette éclatante rupture causa au dehors une stupéfaction générale. Les partisans de Godoy se répandirent en invectives contre un fils dénaturé. La masse du public regarda le complot comme une méchante invention de prince de la Paix, imaginée pour perdre l'héritier présomptif.

La haine contre le favori s'en accrut. Mais Charles IV, convaincu de la réalité de l'attentat, avait le cœur rempli d'indignation et de douleur ; la reine était prête à sacrifier son fils à son amant.

Ferdinand se crut perdu et montra dès-lors toute la bassesse de son âme. Pour se sauver, il se fit le délateur de ses amis, désigna comme ses conseils le duc de l'Infantado, Escoïquiz et plusieurs autres ; les complices désignés furent arrêtés. Cependant il repoussait avec énergie toute pensée de parricide.

Ce qui le compromettait le plus parmi les papiers saisis chez lui, était la minute d'un acte écrit de sa main portant en substance :

« Moi, Ferdinand VII, roi d'Espagne, etc., Dieu ayant trouvé bon d'appeler à lui l'âme du roi notre père...., nommons, par ces présentes, le duc de l'Infantado gouverneur-général des Deux-Castilles, généralissime des troupes de terre et de mer, etc. »

Charles considéra cet acte comme une preuve manifeste de ses intentions parricides.

Ferdinand fut amené devant le roi et la reine, en présence des ministres et du président du conseil de Castille ; pressé de questions, accablé de reproches, en présence d'un père et d'une mère irrités, qui voulaient lui faire avouer son projet de les assassiner, il persista dans ses dénégations, assurant que l'acte saisi chez lui n'était qu'une simple mesure de précaution préparée à une époque où le roi était malade, qui ne devait avoir d'effet que dans le cas de son décès naturel, et uniquement pour prévenir certains projets tendant à exclure de la suc-

cession l'héritier légitime. On assurait, en effet, qu'à la fin de 1806, le roi étant malade, la reine lui avait dicté un testament par lequel il excluait du trône son fils aîné, y appelait don Carlos, et, pendant la minorité de celui-ci, confiait la régence au prince de la Paix.

Cependant, l'opinion publique se prononçait avec tant de force contre Godoy, l'accusant d'exciter les discordes royales pour préparer de sinistres vengeances, qu'il jugea prudent de prendre ouvertement le rôle de médiateur entre le père et le fils.

Mais ce n'était que pour mieux compromettre Ferdinand. Ce faible prince se laissa persuader qu'il ne pouvait obtenir son pardon que par l'aveu sincère de son crime ; il se soumit à tout, et écrivit les deux lettres suivantes, qui contenaient ou un lâche mensonge, ou la concession d'un horrible forfait :

« SIRE ET MON PÈRE,

« Je me suis rendu coupable en manquant à votre majesté. J'ai manqué à mon père et à mon roi ; mais je m'en repens, et je promets à votre majesté la plus humble obéissance. Je ne devais rien faire sans le consentement de votre majesté ; mais j'ai été surpris ; j'ai dénoncé les coupables, et je prie votre majesté de me pardonner, et de permettre à votre fils reconnaissant de baiser vos pieds.

« MADAME ET MÈRE,

« Je me repens bien de la faute que j'ai commise contre le roi et la reine, mes père et mère ; aussi, avec la plus grande soumission, je vous en demande pardon, *ainsi que de mon opiniâtreté à vous nier la vérité l'autre soir**. C'est pourquoi je supplie ma mère, du plus profond de mon cœur, de daigner interposer sa médiation envers mon père, afin qu'il veuille bien permettre à son fils reconnaissant d'aller baiser les pieds de sa majesté. »

Pour comble d'humiliation, Ferdinand ne reçut sa grâce qu'à la requête et en présence de Godoy ; et ajoutant lui-même à sa dégradation, ce faible prince supplia le favori de croire à son estime et à sa confiance.

Une lettre du roi d'Espagne à l'Empereur l'instruisit de toutes ces honteuses intrigues. Napoléon ne put contenir son indignation ; et ce qui y ajoutait, c'est que l'ambassadeur français, Beauharnais, avait pris part à ces odieuses trames, dans l'espoir que le prince des

* Il s'agissait, du projet d'assassinat.

Asturies épouserait sa nièce, M^{lle} Tascher de la Pagerie, depuis princesse d'Aremberg.

Il insista fortement pour que son nom ne fût en aucune façon invoqué dans ces tristes débats ; il ne voulait pas s'en mêler, disait-il, et ne s'en mêlerait jamais.

Il jugea bien toutefois que la réconciliation du père et du fils n'était que temporaire, et que la force des circonstances les mettrait bientôt tous deux à sa discrétion.

On eût dit que la fortune se plaisait à favoriser l'accomplissement de ses projets sur la Péninsule, en ne lui laissant presque rien à faire.

Prévoyant avec raison de plus graves scandales et des discordes plus profondes, déjà il s'occupait de pourvoir à la vacance d'un trône indignement occupé, et il se dirigeait vers l'Italie où il avait donné rendez-vous à ses frères Joseph et Lucien.

Ses malheureuses préoccupations dynastiques allaient altérer la grandeur de ses combinaisons.

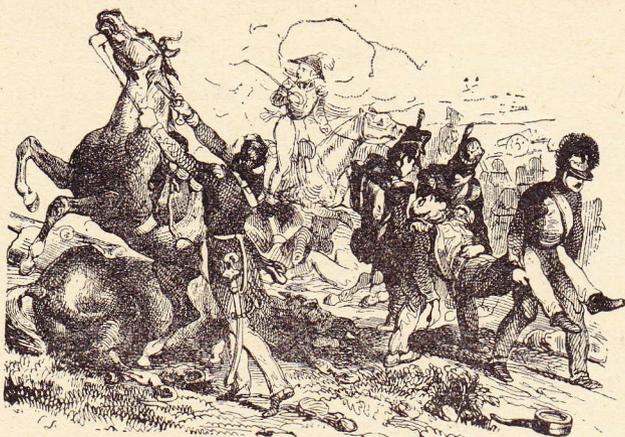
Il ne changeait rien assurément à son système politique. Mais en politique on doit aussi tenir compte des impressions du public, et le public ne voyait que le trafic des couronnes au profit d'une famille.

L'empereur, parti le 16 novembre de Paris, était à Milan le 21. Des fêtes brillantes lui furent données ; la cour de Bavière y assista. Eugène fut créé prince de Venise et appelé à la succession du royaume d'Italie, au défaut de la descendance masculine impériale.

De nouveaux édits du conseil de l'amirauté britannique, en date du premier novembre, donnant une extension indéfinie au blocus maritime, soumettaient tout bâtiment neutre à l'obligation de relâcher en Angleterre et de payer un droit sur sa cargaison, sous peine de confiscation.

L'Empereur répondit à ces édits par un décret daté de Milan, le 25 novembre, déclarant dénationalisé et de bonne prise tout bâtiment qui souffrirait la visite d'un vaisseau anglais, se soumettrait à un voyage en Angleterre, ou paierait un droit quelconque aux Anglais.

Ainsi, dans cette lutte gigantesque des deux puissances, il n'y avait plus de place pour les neutres, plus de droit, plus de salut.



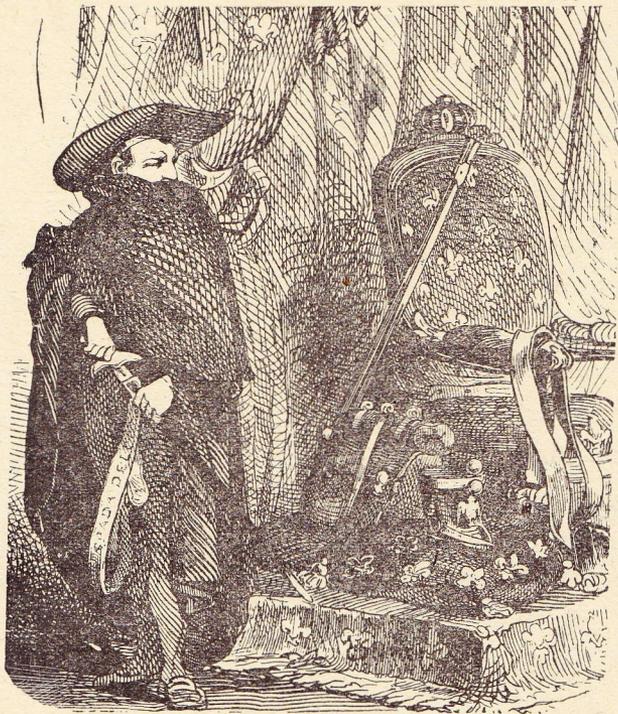
S'ils se dérobaient à la tyrannie de l'Angleterre, ils étaient capturés par ses croiseurs ; s'ils subissaient sa loi, ils étaient saisis par les Français : poursuivis s'ils n'entraient pas dans un port anglais, poursuivis s'ils y entraient, ils rencontraient des ennemis partout, en voulant n'en avoir nulle part, et pour demeurer étrangers à la querelle, ils en étaient les premières victimes.

L'indifférence n'était plus permise, et la neutralité ne put plus être un calcul de l'égoïsme ou de la peur. Les faibles durent se rallier aux forts, pour trouver des protecteurs au moins d'un côté.

Il y eut un peuple qui osa refuser de se soumettre aux décrets du blocus maritime : les Etats-Unis protestèrent hautement contre « les principes odieux interpolés dans la loi des nations par l'Angleterre »

L'Angleterre, pour toute réponse, redoubla de violence. Non seulement elle contraignait les vaisseaux de l'Union de subir la visite, mais encore elle enlevait les matelots américains sur leur bord, et les obligeait à servir sous son pavillon. L'indignation était à son comble dans tous les états de l'Union : une loi déclara que tout individu qui *presserait* un matelot américain serait considéré comme pirate et puni de mort. Le président se faisait l'organe des ressentiments publics, fit entendre au congrès d'énergiques protestations.

« Qu'on ouvre l'histoire de l'Angleterre, dit-il, on ne rencontrera que des guerres destructives, des expéditions de pirates, des intrigues corruptrices, des stratagèmes perfides, des révoltes excitées, des traités violés, la tyrannie, le massacre, la cruauté, l'intolérance, l'usurpa-



tion, et tout cela pour monopoliser le commerce du monde. Depuis douze ans, elle pille nos vaisseaux, et trois mille de nos concitoyens sont ses prisonniers..... »

La guerre paraissait imminente entre les deux états : le cabinet de Londres effrayé entra en négociations ; mais au moment même des conférences, une frégate américaine fut attaquée et prise par un vaisseau anglais.

Toute transaction fut rompue ; les États-Unis ordonnèrent aux vaisseaux anglais de quitter les ports de l'Union, et interdirent aux vaisseaux américains toute communication avec l'Angleterre.

Malheureusement, retenus par des intérêts mercantiles, et obéissant à une maladroite politique, les Américains n'osèrent pas encore se décider à déclarer la guerre.

Après quelques jours passés à Milan, l'Empereur se rendit à Venise, et son séjour y fut marqué par des fêtes qui rappelèrent les belles années de l'opulente république. Les régates ou courses de gondoles se firent avec une royale magnificence.

Le grand canal était couvert de barques décorées avec la plus

grande élégance, transformées en fabriques représentant des pavillons, des temples, des kiosques, de chaumières de différents pays, et conduites par des gondoliers vêtus de costumes analogues.

Il n'y eut pas un noble vénitien qui ne dépensât dans ces fêtes au moins une année de son revenu.

Le roi Joseph, appelé à Venise, y passa six jours avec Napoléon; dans leurs conférences, ils s'entretinrent des chances que pourraient amener les questions qui divisaient la maison régnante d'Espagne; mais rien à cet égard ne fut définitivement arrêté.

Parti de Venise le 8 décembre, l'empereur était le 11 à Mantoue. Il y fut rejoint par Lucien. Depuis 1804, Lucien s'était séparé de son frère, non pas, ainsi qu'on le prétendait, pour des dissentiments politiques, mais parce qu'il avait contracté un mariage qui ne s'accordait pas avec les calculs dynastiques de Napoléon.

Retiré dans les états romains, il y vivait riche et considéré, et recueillait dans les hommages de tous sa part de la gloire fraternelle.

Joseph, désirant vivement une réconciliation, avait ménagé l'entrevue de Mantoue: elle fut des deux parts très-affectueuse; mais elle devait nécessairement ramener la question qui avait causé la rupture.

Napoléon fit les offres les plus brillantes pour obtenir un divorce; le trône de Naples ou de Portugal pour Lucien; le mariage de sa fille aînée, Charlotte, avec le prince des Asturies, le duché de Parme pour sa femme.

Rien ne put ébranler Lucien: fidèle à ses affections, il préféra le bonheur domestique aux brillantes déceptions du trône. Napoléon fut inflexible dans sa politique, Lucien opiniâtre dans ses devoirs; ils se séparèrent attendris tous deux, mais sans se faire de concessions.

L'Empereur revint le 15 à Milan, en partit le 24, et arrivant au coucher du soleil à Alexandrie, il vit toute la plaine de Marengo éclairée par des flambeaux allumés sur son passage.

Après avoir visité les immenses travaux de fortification qui faisaient d'Alexandrie la place la plus importante de l'Europe, il se dirigea rapidement vers le Mont-Cenis, qu'il gagna le 29, et fut de retour aux Tuileries le 1^{er} janvier 1808. Toutes ses pensées alors se tournèrent vers l'Espagne.

Par le traité de Fontainebleau du 27 octobre, il avait été stipulé

qu'une armée d'observation, forte de quarante mille hommes, se réunirait sur la frontière, pour entrer en Espagne, dans le cas où les Anglais se présenteraient en Portugal.

Ce mouvement ne devait s'opérer que de concert avec la cour de Madrid. Cependant, sans qu'elle fût ni prévenue, ni consultée, sans que l'on eût aucune nouvelle des Anglais, un corps de vingt-quatre mille hommes d'infanterie, trois mille cinq cents chevaux et trente-huit pièces d'artillerie, commandé par Dupont, traversa la frontière le 22 novembre, et prit ses cantonnements sur le Duero.

Une seconde armée de vingt-cinq mille hommes d'infanterie, deux mille sept cents chevaux et quarante et une pièces de canon, sous les ordres du maréchal Moncey, passa la Bidassoa le 9 janvier et s'étendit dans la Biscaye.

Déjà le nombre de troupes stipulé par le traité, se trouvait dépassé. Il y avait en outre à Saint-Jean-Pied-de-Port les troisième et quatrième bataillons des régiments de l'armée de Portugal, prêts à pénétrer en Navarre par le débouché de Roncevaux. D'autres divisions se formaient, l'une d'infanterie à Orléans, l'autre de cavalerie à Poitiers.

De toutes parts accouraient vers les Pyrénées des renforts, des convois militaires, des équipages de campagne. Bayonne devint une grande place de dépôt. Enfin, un nouveau corps de sept mille hommes, conduit par le général Duhesme, entra en Catalogne le 9 février. Il était évident que les alliés du roi Charles IV se présentaient en maîtres.

Ce n'est pas tout. Reçus dans les villes en amis et en frères, les Français profitèrent de la confiance qu'on avait en eux pour s'emparer, par un mélange de force et de ruse, des formidables citadelles qui de ce côté sont les clefs de l'Espagne.

A Pampelune, dans la matinée du 16 février, des soldats répandus, comme au hasard, sur l'esplanade de la citadelle, engagèrent entre eux un combat à coups de boules de neige.

Ce divertissement attira la garnison sur les remparts, et il y eut bientôt entre les combattants et les spectateurs un concert de rires et de cris joyeux.

Tout à coup quelques hommes apostés se précipitent sur le pont-levis, et désarment la sentinelle ; en même temps un détachement de

grenadiers français débouche d'une maison voisine, et pénètre dans la forteresse.

Douze jours après, Duhesme, à Barcelone, employa des moyens semblables avec le même succès. Sous prétexte de faire remettre ses troupes en marche, il les rangea en ligne devant la citadelle, et au milieu des mouvements multipliés qui attiraient toute l'attention des Espagnols qui n'avaient d'ailleurs aucune méfiance, on enleva brusquement la porte principale, et la troupe fit irruption dans la citadelle.

Après ce triste exploit, les Français sommèrent le gouverneur du fort de Montjouy ; il eut la faiblesse d'obéir.

Le duc de Mahon, commandant de Saint-Sébastien, ne se montra pas d'aussi facile composition. Il en référa au prince de la Paix, qui déjà plein de lâches terreurs et se voyant près d'être trahi par l'allié sur lequel il comptait, croyait le ramener en redoublant de servilité.

Il ordonna au duc de Mahon de livrer la place. Enfin, le fort de Figuières fut surpris en passant par la division Chabran, qui allait à renforcer Duhesme.

Déjà, cependant, commençaient à se manifester dans le pays de formidables symptômes. L'indignation, la douleur et la honte révélaient tous les esprits ; de sombres regards accueillirent ces Français naguère salués comme des libérateurs.

Mais toutes les colères se concentraient, toutes les haines s'accumulaient sur le prince de la Paix, accusé par la voix générale d'avoir livré le royaume sans défense à l'invasion de l'étranger.

Le malheureux Godoy, joué par Napoléon, menacé par les Espagnols, ne savait plus quel parti prendre.

L'arrivée à Madrid de son confident Izquierdo lui enleva la dernière de ses illusions. Cet agent d'intrigues venait signifier de la part de Napoléon à la cour de Madrid que, dans l'état actuel de l'Europe, l'intérêt de la France exigeait impérieusement la réunion à l'empire français des provinces situées entre les Pyrénées et l'Elbe, et qu'il offrait en compensation à sa majesté catholique, la totalité du Portugal.

Ainsi s'évanouissait la principauté des Algarves promise au prince de la Paix, ainsi se trahissaient les vues intéressées de Napoléon, qui, se présentant comme allié, venait ravir à l'Espagne toutes ses

provinces septentrionales. Pour surcroît de difficultés, en même temps se présentait, à Madrid, la reine d'Etrurie, qui, après avoir abdicqué au nom de son fils, venait recevoir le nouveau royaume qu'on lui avait promis en Portugal. Tous les signataires du traité de Fontainebleau se trouvaient à la fois victimes d'une politique déloyale. Cependant le prince de la Paix, dévorant toutes les hontes et dépouillant, l'Espagne en même temps qu'il se dépouillait lui-même ne rougit pas de faire signer au vieux roi cette honteuse transaction. Izquierdo revint à Paris le 10 mars porteur du consentement de la cour de Madrid : elle céda les provinces de l'Ebre à l'empire français.

Ni cette négociation, ni ce facile triomphe n'arrêtèrent les mouvements de Napoléon. Une nouvelle armée de vingt-cinq mille hommes, sous les ordres de Bessières, venait de passer la Bidassoa. Plus de cent mille Français étaient en Espagne, armant les places, réparant les châteaux, transformant les couvents en hôpitaux et en casernes, et occupant tout le pays de la Bidassoa au Duero.

Pour donner de l'ensemble aux opérations et de l'unité à cette grande armée, Murat fut investi du commandement suprême, avec le titre de lieutenant de l'Empereur. Il porta son quartier-général à Burgos, où il arriva le 13 avec un immense état-major et une foule d'employés. Déjà, dans son arrogante impatience, il se croyait roi d'Espagne.

La situation se compliquait de jour en jour ; la cour, frémissant d'épouvante, s'enfuit à Aranjuez. Il ne restait plus d'autre ressource que de faire un appel au courage du peuple et au sentiment national ; mais Godoy prévoyait bien qu'il deviendrait la première victime de tout mouvement patriotique.

Ne songeant qu'à sa propre sûreté, et entraînant le faible roi à une dernière dégradation, il lui persuada de suivre l'exemple de la maison de Bragance, et d'aller chercher un asile dans les provinces de l'Amérique méridionale.

Le projet fut communiqué au prince des Asturies ; on lui offrit ou de partir avec sa famille et Godoy, ou de rester à la tête des troupes, avec le titre de lieutenant-général du royaume. La conduite de Ferdinand en cette occasion fut un modèle de lâcheté et d'hypocrisie.

Il se déclara prêt à suivre son père et son roi partout où il lui plairait de le conduire ; puis, comme Godoy s'avançant vers lui, se justifiait des accusations inventées par la malveillance, Ferdinand fondit en larmes, prit la main de Godoy, et l'embrassa à plusieurs reprises :

— Je vois bien, dit-il, qu'on m'a trompé et que tu es mon ami.

Après cette indigne comédie, retourné près de ses confidents, il les épouvanta par la nouvelle du départ projeté. On jura la perte du favori ; tout fut préparé pour une insurrection.

On avait fait venir de Madrid à Aranjuez les gardes-du-corps, les carabiniers royaux, les gardes wallonnes et les gardes espagnoles. Il se disait, en outre, que des corps d'infanterie et de cavalerie étaient échelonnés sur la route de Séville, qu'un équipage de trente bouches à feu avait été tiré de Ségovie, que l'ordre avait été donné à Cadix d'équiper et de tenir prêts plusieurs vaisseaux de guerre. Ces mouvements inaccoutumés de troupes et surtout les confidences des partisans de Ferdinand apprirent au public que la famille royale se disposait à quitter l'Espagne.

Aussitôt de sourdes rumeurs circulèrent parmi la foule ; on s'interrogeait avec anxiété, on s'excitait, on menaçait, on maudissait le prince de la Paix, qui appelait sur la nation la tyrannie étrangère, sur la famille royale le déshonneur, sur l'héritier du trône l'oppression et les ressentiments paternels.

De secrets émissaires échauffaient les haines et provoquaient les vengeances ; déjà les troupes elles-mêmes faisaient entendre des murmures, et l'esprit de révolte se répandait dans les casernes. Dans la petite ville d'Aranjuez, ordinairement si calme, se trahisaient des mouvements désordonnés, retentissaient des bruits formidables.

La population, augmentée par les troupes, par les petits marchands, les valets, les muletiers venus à leur suite, s'était encore accrue d'une foule de paysans accourus des villages voisins, dans l'intention avouée de s'opposer au départ de la famille royale. Derrière eux, sans doute, des meneurs se cachaient. L'effervescence publique croissait à chaque instant ; l'orage grossissait. Les bruits en vinrent aux oreilles du roi. Ce malheureux prince voulut calmer son peuple en le trompant.

Une proclamation du 16 mars, affichée sur les murs du palais, annonçait aux Espagnols que leur roi resterait au milieu d'eux. Le

peuple, joyeux, se réunit sous le balcon, où la famille royale vint le remercier de ses bons sentiments.

Mais on sut bientôt que les ordres de départ n'étaient pas révoqués ; les mouvements des gardes, la multitude des voitures et des bagages qui s'accumulaient dans les cours du palais, trahissaient les résolutions arrêtées ; les partisans de Ferdinand annonçaient que la nuit du 17 au 18 était fixée pour le départ.

Pendant toute la journée du 17, l'agitation continua, de nombreux rassemblements se formèrent. On en était à ce point d'excitation où la moindre étincelle peut faire éclater l'orage, où le plus petit incident peut devenir le signal d'un événement immense.

Le 17 au soir, des groupes animés circulaient dans les rues, se pressaient sur les places, s'agitant, discutant, menaçant, lorsqu'une femme voilée sortit de la maison de Godoy, accompagnée de quelques gardes. Quelques-uns des promeneurs, moitié par curiosité, moitié par malveillance, l'entourèrent ; les gardes voulurent les éloigner ; une querelle s'engagea, un des gardes fit feu de son pistolet.

La détonation produisit sur la multitude l'effet d'une étincelle électrique ; par une impulsion subite, spontanée, unanime, elle se précipita furieuse, et la voix de tout un peuple se confondant dans une clameur immense, fit entendre ces mots : « Mort à Godoy ! »

Les troupes courent au palais pour protéger le roi, la foule assiège la maison du prince de la Paix. On envoie contre elle un régiment commandé par le frère de Godoy ; mais les soldats arrêtent leur officier et se joignent au peuple.

Les portes sont enfoncées, les meubles brisés, la maison fouillée dans toutes ses profondeurs pour découvrir l'indigne favori : toutes les recherches furent vaines.

Sa femme et sa fille, surprises dans cet épouvantable tumulte, furent traitées avec respect et emmenées chez le roi. Il est à remarquer qu'au milieu de ses malédictions furieuses, le peuple ne fit pas entendre une parole outrageante pour la reine.

Le tumulte s'apaisa le matin, faute d'aliments. On croyait que Godoy s'était enfui d'Aranjuez. Le roi déclara publiquement qu'il donnait au prince de la Paix la démission de toutes ses charges, et qu'il prenait lui-même le commandement des troupes de terre et de mer. On lui répondit par des cris de joie.



Ney.

Le Prince de la Paix était caché depuis vingt-quatre heures dans un grenier de sa maison ; la faim le fit sortir de sa retraite. Un soldat de la garde le découvrit, appela ses camarades ; ils s'emparèrent du prince.

La nouvelle de cette capture se répandit aussitôt dans Aranjuez, et en un instant la population entière se précipita vers la maison du favori. On le saisit, on l'accabla d'outrages ; il allait être massacré, lorsque, cédant aux instantes sup-

plications de son père et de sa mère, Ferdinand accourut avec un détachement de gardes-du-corps, et se fit livrer le prisonnier en promettant qu'il en serait fait justice. Déjà Ferdinand seul était en possession de l'autorité souveraine.

Le peuple qui ne voyait en lui que l'ennemi et presque la victime de Godoy, le saluait de ses espérances ; les courtisans, qui le voyaient puissant par l'insurrection, se pressaient autour de lui ; les partisans même de Godoy lui apportaient leurs hommages.

L'infortuné Charles VI, abandonné de tous, succombant sous le poids de ses chagrins et de ses terreurs, n'avait plus auprès de lui que quelques serviteurs obscurs, lorsque, le 18 au soir, profitant de l'absence de la reine, quelques affidés de Ferdinand lui présentèrent un acte d'abdication.

Il n'eut pas le courage de refuser, et céda tous ses droits à son fils. Ferdinand saisit avec empressement la couronne qui venait d'être violemment arrachée à son père, et se fit aussitôt proclamer à Aranjuez et à Madrid ; la joie bruyante du peuple retentit aux oreilles du monarque dépossédé.

Pendant le cours de ces dissensions intestines, l'armée française marchait sur Madrid. On craignait que la violation du traité de Fontainebleau n'eût changé les dispositions de la cour : il fallait intimider.

Parti le 15 de Burgos, Murat était à Buytrago, lorsqu'il apprit

NAPOLEON



L. OPDEBEEK — EDITEUR — ANVERS

PAUL BELETTE

NAPOLÉON

SA VIE, SES GUERRES

5° EDITION



L. OPDEBEEK

— ÉDITEUR —

ANVERS